

Rapport
de recherche
PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

**La mobilité économique au Québec vue à travers la transmission
intergénérationnelle des revenus**

Chercheuse principale

Marie Connolly, Université du Québec à Montréal

Cochercheurs

Catherine Haeck, Université du Québec à Montréal
Pierre Lefebvre, Université du Québec à Montréal
Philip Merrigan, Université du Québec à Montréal
Amélie Quesnel-Vallée, McGill University

Établissement gestionnaire de la subvention

Université du Québec à Montréal

Numéro du projet de recherche

2016-PU-195586

Titre de l'Action concertée

Pauvreté et exclusion sociale

Partenaires de l'Action concertée

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
le ministère de la Santé et des Services sociaux,
le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport,
la Société d'habitation du Québec et
le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC)

RÉSUMÉ

1. Titre : Une société plus inégale et moins mobile : la mobilité sociale vue à travers la transmission intergénérationnelle du revenu

2. Principale question de la recherche

Au cours des dernières décennies les inégalités socioéconomiques ont connu une hausse soutenue, tant au Canada que dans plusieurs autres pays. Le Québec, malgré ses politiques redistributives, n'est pas immunisé à cette situation. Ces politiques visent à égaliser les résultats, mais d'un point de vue de justice sociale, nous pouvons nous demander si l'objectif le plus pertinent ne serait pas plutôt de viser l'égalité des chances. Dans cette optique, la mobilité sociale, ou la facilité avec laquelle les individus bougent dans l'échelle sociale, est un concept qui devient central. Dans quelle mesure le revenu d'un individu est-il déterminé par la position de ses parents dans l'échelle socioéconomique ? Est-il facile pour un jeune ayant grandi dans un milieu défavorisé d'atteindre la classe moyenne en tant qu'adulte, ou même le haut de l'échelle sociale ? Et surtout, comment est-ce que la mobilité a évolué au cours des dernières décennies ? Comment le Québec se compare-t-il au Canada, et le Canada aux États-Unis ?

Notre projet cherche à répondre aux questions ci-dessus. Pour ce faire, de nouvelles données ont dû être développées en collaboration avec Statistique Canada, car les seules données existantes au pays permettant de faire le lien entre des jeunes et leurs parents portaient sur une cohorte de Canadiens nés de 1963 à 1970. Grâce au financement du Fonds de recherche du Québec—Société et Culture (FRQSC), trois cohortes de jeunes nés entre 1972 et 1985 ont été ajoutées aux Données sur la mobilité intergénérationnelle du revenu (DMIR). Ces données administratives,

basées sur les déclarations de revenus faites à l'Agence de revenu du Canada, couvrent environ six millions d'individus à travers le pays et leurs parents et permettent d'observer de manière très précise le revenu des deux générations sur plusieurs années. Grâce à ces données longitudinales, nous sommes en mesure de tracer l'évolution de la transmission intergénérationnelle du revenu à travers cinq cohortes de naissance successives, ce qui correspond à notre première étude. Notre deuxième étude se veut une comparaison entre le Canada et les États-Unis pour les enfants nés en 1980 et 1982. Cette comparaison est effectuée au niveau national et à celui des divisions de Recensement, nous permettant ainsi de mettre en valeur divers facteurs pouvant expliquer les différences observées entre les deux pays.

3. Principaux résultats et principales pistes de solution

Nous constatons que la mobilité sociale a diminué année après année entre la cohorte de jeunes nés de 1963 à 1966 et celle née de 1982 à 1985, quelque que soit la mesure de mobilité utilisée. Cette détérioration d'une génération à l'autre est observée tant au niveau national que provincial, bien que dans des proportions différentes. À ce sujet, le Québec est en milieu de peloton par rapport aux autres provinces, avec une baisse de mobilité présente mais modérée. Au Canada, le lien entre le rang des parents dans l'échelle sociale et le rang de l'enfant (équivalent à la pente de la relation rang-rang) est passé de 0,183 à 0,252. De plus, la probabilité de demeurer dans le quintile inférieur des revenus pour un jeune ayant grandi dans une famille appartenant aussi à ce quintile est passée de 26,9 % à 33,5 % entre la cohorte de naissance du début des années soixante et celle des années quatre-vingt. Il est donc de plus en plus difficile de se sortir d'une situation de pauvreté. La baisse de la mobilité est allée de pair avec une hausse des inégalités, mesurée dans

notre cas par l'indice Gini de la distribution de revenus des parents. Ceci confirme la relation inégalités—mobilité déjà observée lors de comparaisons entre pays.

Malgré cette baisse de mobilité sociale, le Canada fait encore meilleure figure que les États-Unis. Nous séparons l'ensemble des territoires canadien et américain en quatre grappes selon leur niveau de mobilité et trouvons qu'il existe des zones peu mobiles dans les deux pays. Au Canada, il s'agit surtout d'endroits situés au nord du pays, alors qu'aux États-Unis c'est dans le sud-est qu'on les retrouve. La différence majeure est que pour nos voisins du sud le poids démographique des régions peu mobiles est nettement plus grand. Les deux pays contiennent aussi des endroits très mobiles, principalement dans une bande nord—sud allant de l'Alberta au Texas. Les grandes zones urbaines canadiennes, soit l'axe Windsor—Québec ainsi que le sud de la Colombie-Britannique, sont quant à elles catégorisées comme ayant une mobilité moyenne à élevée, alors que la majeure partie du nord-est américain, la côte ouest et la région autour de Chicago sont à mobilité moyenne à faible.

Dans l'ensemble, nos résultats dressent un portrait détaillé de la mobilité vue à travers la transmission intergénérationnelle du revenu. Le développement de données est une contribution majeure tant pour nos travaux que pour des recherches futures. La baisse de la mobilité, à laquelle est lié un accroissement des inégalités, est une situation préoccupante. Il nous apparaît important de s'attarder aux enfants qui grandissent en situation de pauvreté. Des politiques redistributives sont à privilégier, mais aussi l'accès à une éducation et des soins de santé de qualité qui favorisent le développement des compétences et l'égalité des chances. De ce fait, des politiques visant à réduire les inégalités dès la petite enfance pourraient être une piste de solution. Plus d'études seront cependant nécessaires

afin d'approfondir nos connaissances sur les mécanismes favorisant la mobilité.

4. Contexte et historique du projet en lien avec l'appel de propositions et les besoins exprimés par les partenaires

En novembre 2014, un appel de proposition pour le Programme de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale (Phase 3) a été lancé par le FRQSC. Le besoin numéro un, portant sur les inégalités socioéconomiques et la mobilité économique et sociale, nous a particulièrement interpellé. Nous avons proposé de développer de nouvelles données. Une fois notre proposition acceptée, en juin 2015, nous avons commencé le processus d'ajout de cohortes de naissances aux DMIR en collaboration avec Statistique Canada. Les données ont été accessibles dès mai 2016 mais uniquement au Centre fédéral de données de recherche à Ottawa. Le premier effort d'analyse de données a été en vue de l'étude de comparaison entre le Canada et les États-Unis, étant donné l'occasion de présenter nos travaux à une conférence organisée par le *National Bureau of Economic Research* et Emploi et Développement social Canada en octobre 2016. L'année académique 2016-2017 a été principalement consacrée à cette étude, dont un article maintenant en révision pour le prestigieux *Journal of Labor Economics*. Les travaux sur l'évolution de la mobilité sociale ont débuté à l'automne 2017. Plusieurs présentations ont été effectuées, mais le texte reste à écrire. Ce texte sera diffusé en tant que document de recherche de la Direction des études analytiques de Statistique Canada puis ensuite destiné à une publication dans une revue évaluée par les pairs en sciences économiques. Suite aux efforts de l'équipe, les données seront disponibles dès mars 2018 dans chacun des Centres de données de recherche du réseau canadien afin que l'ensemble de la communauté des chercheurs canadiens puisse en bénéficier.